

Cantons actuelles

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **79 (1991)**

Heft 8-9

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Roumaines à Fribourg: combattre au quotidien

Un groupe d'intellectuelles roumaines, en séjour à Fribourg, témoigne sur la situation en Roumanie.

Elles sont journalistes, critiques d'art, traductrices, musicologues, enseignantes, poètes... Mais elles sont Roumaines et ça change tout: la chape de la peur leur colle au cœur et au corps. «On a appris à vivre avec la peur qui a détruit quelque chose en nous. Mais aujourd'hui il faut se battre pour vaincre cette peur. Une intellectuelle ne peut qu'être engagée». Qu'est-ce qui a changé pour elles en décembre 89? «Nous avons passé d'une dictature à une autre, et la seule différence est le passage du statut de simple victime à celui de collaboratrice obligées.»

En mai, Zsofia, Victoria, Susanna et les autres ont vécu une semaine à Fribourg grâce à Catherine Gyarmathy, une Suisse qui a obtenu pour elles des crédits de différentes organisations: association Helsinki, femmes catholiques zurichoises, Migros... Le programme de leur séjour devait leur permettre de se familiariser avec les institutions suisses et de voir fonctionner une démocratie bilingue. Pour ces neuf représentantes de 20 millions de Roumains et 2 millions de Hongrois de Roumanie, ce voyage fut plus qu'une initiation au «vivre libre» occidental, il leur permit en outre de se connaître entre elles et de rapprocher deux communautés que le gouvernement s'efforce de dire incompatibles.

Effrayantes biographies

La vie des femmes en Roumanie, même pour celles qu'on pourrait croire privilégiées, était et reste terrible. «L'égalité est un malheur pour les femmes roumaines: les salaires bas obligent l'homme et la femme à travailler, avec les mêmes droits. Mais à la maison, ils n'ont pas les mêmes devoirs». Les femmes sont en plus ménagères sans machines et peu de produits, reproductrices – les femmes qui n'ont pas d'enfants paient toujours une taxe instituée par Ceausescu – éducatrices: les crèches sont si mal tenues que toutes les épidémies s'y développent, et de plus elles sont chères: 1000 lei par mois alors que les salaires oscillent entre 2000 et 3500 lei.



Visite de groupe au Musée d'Art et d'Histoire de Fribourg. (Photo Eliane Laubscher)

Il y a bien le droit de congé médical payé pour un enfant malade mais les tracasseries bureaucratiques de toutes sortes et les soins rudimentaires que peuvent dispenser les médecins sans moyens modernes de diagnostic ni médicaments régulièrement distribués expliquent pourquoi on préfère avoir recours à la solidarité familiale quand c'est possible.

L'absence de moyens contraceptifs comme l'interdiction de l'avortement conduit les femmes – et les médecins – à d'incroyables extrémités. Zsofia fut obligée de mener à terme une grossesse alors que sa matrice développait une tumeur. L'enfant ne se développa pas, mourut à la naissance et la matrice éclata, la vidant de son sang. Ne pouvant plus avoir d'enfants, elle fut «condamnée» à payer la taxe susdite. Elle se sépara de son mari pour lui permettre d'être père et devint marraine de cet enfant! Du fait d'une énorme mortalité périnatale, les statistiques ne comptent pas les enfants morts durant les sept premiers jours de la vie. Victoria, conduite à l'hôpital à cause d'une forte hémorragie due à une fausse couche, dut attendre qu'un représen-

tant de l'autorité sanitaire inspectât son ventre avant de pouvoir être soignée.

Ecrire et publier

L'arbitraire et la coercition règnent en maîtres dans tout le pays, aujourd'hui comme hier. Ecrire et publier est un cauchemar, qu'on soit rédactrice, poète ou écrivain, comme le sont toutes celles qui sont venues à Fribourg.

Rédactrice à la Maison des Editions Encyclopédiques, Victoria travaille actuellement à une très officielle Encyclopédie des Arts – la consigne est de faire vite et pas cher et elle ignore si son travail sera édité un jour, faute de papier, de fonds, etc.

Le ministre des postes décide souverainement des tirages des revues et magazines en stoppant ou favorisant leur distribution aux abonnés. Ainsi le magazine féminin en langue hongroise «Csaladi Tükör» (Miroir des familles), qui existe depuis 1946, a vu son tirage de 110 000 exemplaires chuter à 36 000 en été 1990, faute d'avoir été distribué. Ce qui signifie qu'il est condamné à

courte échéance (à l'automne il ne paraîtra plus, sauf miracle), car il faut tirer à 50 000 exemplaires au moins pour pouvoir obtenir le papier nécessaire et être imprimé par l'imprimerie d'Etat de Bucarest. Au contraire, le journal de l'extrême droite « La Grande Roumanie » émanation de la Securitate dont le « trésor de guerre » permet de distribuer des bakchichs aux imprimeurs, a vu son tirage grimper insolemment. Les imprimeries ne font pas de contrat avec les rédactions. Elles impriment à bien plaisir, numéro par numéro, ainsi la rédaction n'a aucun moyen de protester: il n'est pas possible de prouver la rupture d'un contrat qui n'existe pas! Pour avoir des reproductions en couleurs, il faut pouvoir payer en dollars des films étrangers. Il n'y en a pas dans le pays. Les revues littéraires financées jusqu'ici par la très puissante Union des écrivains périssent depuis que celle-ci est mal vue du gouvernement. Les éditions d'Etat dont elle dépend ne peuvent plus imprimer faute de moyens financiers. Les écrivains ne peuvent donc plus vivre de leur revenu ni de leur second métier et s'endettent auprès de l'union qui, elle-même, a cessé le paiement des pensions...

Minorité hongroise

Ildiko est licenciée en philologie hongroise. Elle cherche une place de profes-

seur dans un lycée. Elle est nommée dans une école roumaine à 200 km de chez elle avec la charge d'enseigner le russe, le roumain et la gymnastique. Comme elle refuse, aucun autre établissement n'a le droit de l'engager durant trois ans et elle est assignée à résidence.

Aujourd'hui, elle collabore à une revue populaire catholique hongroise « Keresztény Szo » qui existait clandestinement depuis la 2e Guerre et qui est soutenue de l'extérieur, notamment par Caritas-Allemagne qui lui a fourni ordinateur et imprimante avec laquelle il sera possible d'étendre les activités.

Susanna travaillait à la TV hongroise jusqu'à sa suppression en 1986, puis à la radio de langue hongroise qui a été supprimée par le nouveau régime. Elle travaille aujourd'hui dans une maison d'édition hongroise « Kriterion » fondée en 1991 dans le but de maintenir la culture hongroise en Roumanie.

Les artistes

Pour une fois, les femmes artistes s'en tirent mieux que les hommes, du moins celles qui acceptent de créer céramiques, tissus imprimés et vêtements vendus dans une boutique qu'elles gèrent elles-mêmes. Et qui est fréquentée par les femmes des nouveaux riches! Car, comme partout en Europe de l'Est, une classe moyenne, une

société civile restent à créer, toute une éducation, dans ce domaine comme dans les autres, reste à faire. Et ce n'est pas la revue « ARTA », trop élitiste, qui s'en chargera! Les nouveaux riches achètent 1900, Lallique et Galée, mais ne se risquent pas au-delà. Les artistes créent mais ne vendent pas. L'Etat non seulement a diminué ses subventions à l'Union des artistes, mais aussi il n'achète plus. La Roumanie compte quatre académies: Timisoara, Jasi, Bucarest et Kluj qui dispensent un enseignement artistique en profondeur. La peinture permet de dire des choses interdites: c'est un art de protestation et les artistes sont engagés dans les mouvements intellectuels et sociaux, ce qui rend leur dialogue bien difficile avec l'Occident libéral!

Un appel au secours

Balla Zsafia, rédactrice au magazine en langue hongroise « Csaladi Tükör », lance un appel pathétique pour son sauvetage (voir plus haut). Le tirage d'un numéro coûte approximativement 621 000 lei, soit 3500 dollars. Pourrait-on ouvrir un compte en Suisse qui pourrait être ensuite transféré en devises en Roumanie? Qui s'en chargerait?

L'adresse: Eédactia Csaladi Tükör, Str Napoca 16, 3400 Kluj, tél.: 00-40-951-11734. (En allemand)

Béatrice Berset

Aux Eaux-Vives,
avenue de Frontenex 34
l'agence de la Banque hypothécaire
du canton de Genève, votre banque cantonale,
est ouverte également le samedi matin.
Madame Maria Trunz,
chef de notre agence et ses collaboratrices
seront heureuses de vous accueillir.

BCC 

Genève

Start, c'est bien parti

(j**bw**) – J'ai rencontré récemment les 14 femmes du premier atelier Start qui fêtaient la fin des cours. Un groupe sympathique et dynamique composé de femmes de 30 à 40 ans ayant des formations professionnelles allant du CFC au doctorat. Prêtes à se lancer sur le marché du travail, elles avaient appris à faire mais surtout à être. Avant elles étaient mères au foyer, plusieurs faisaient du bénévolat, un tremplin pour se lancer dans le travail professionnel, m'ont-elles affirmé. Demain, elles gagneront leur vie.

Start, ça recommence: du 23 au 27 septembre (partie 1) et du 7 au 19 octobre (partie 2).

Animatrice principale: Marinette Payot.

Renseignements: F Information, case postale 757, 1211 Genève 3. Tél. (022) 21 28 28.

Bienne

Foyer pour femmes battues

(n**h**) – En novembre 1990, l'Association biennoise pour la protection des femmes maltraitées et leurs enfants lançait officiellement le projet de la création d'un foyer d'accueil pour femmes battues. Parallèlement, deux étudiantes de l'école sociale de Berne rendaient les résultats d'une enquête sur les violences faites aux femmes à Bienne. Des résultats qui ne sont venus qu'étayer les revendications de l'association biennoise. En une année, de juin 89 à juin 90, 329 femmes maltraitées se sont adressées aux institutions biennoises. Evidemment, ce chiffre se situe bien en-deçà du chiffre réel et il révèle une lacune: un lieu pouvant accueillir des femmes et leurs enfants fait cruellement défaut à Bienne. Car, pour toute la Suisse romande, il n'existe de maison pour femmes battues qu'à Genève et à Lausanne et un appartement à Fribourg. Afin de réaliser le plus rapidement possible son projet de foyer, l'association biennoise a fait en mai 90 une demande de subvention auprès du canton. Mais la direction cantonale des œuvres sociales a laissé peu

d'espoir, au vu de la politique d'économie pratiquée par le Parlement. D'autres démarches ont alors été faites auprès de la Municipalité biennoise. Là aussi, peu d'espoir, étant donné la précarité de leurs finances. Le projet d'un foyer d'accueil pour femmes battues à Bienne se trouve donc dans une impasse, bien que sa nécessité soit reconnue. L'association biennoise ne baisse cependant pas les bras et espère pouvoir ouvrir «Solidarité Femmes», nom que portera le foyer, en 1992.

Vaud

CLAF: 30e anniversaire

(s**ch**) – L'assemblée générale du Centre de liaison des associations féminines vaudoises avait lieu cette année à Echallens, plus exactement au Musée du pain. A relever (pour ce qui concerne l'assemblée statutaire) l'immense travail accompli pendant l'année et l'admission de deux nouvelles associations: le Club soroptimist de Lavaux et la Communauté romande Femme et politique de sécurité, ce qui porte à 48 le nombre des groupes féminins faisant partie du CLAF.

Comme 1991 représentait (aussi!) un anniversaire, le trentième de l'existence du Centre de liaison sous ce nom-là, la présidente, Claude Yechouroun, donna la parole à celles qui présidèrent de 1961 à 1990, soit Françoise Champoud, Jacqueline Vouga et Janine Viret qui évoquèrent à bâtons rompus avec humour et brio, chacune à sa façon, leurs années de présidence.

Lausanne

ADF: 3 conseillères nationales

(a**p**) – C'est à fin mai, lors de l'assemblée générale de l'ADF Lausanne que démarra en quelque sorte la campagne électorale. Songez un peu: les trois conseillères nationales vaudoises, invitées par la section lausannoise de l'ADF, présentèrent à un public nombreux leurs souvenirs drôles, désabusés, heureux, pénibles, satisfaits, fu-

rieux (c'était le titre indiqué sur la convocation!).

Eh bien, que ce soit Irène Gardiol, en fonction depuis peu ou Francine Jeanprêtre élue en 1987, que ce soit Françoise Piteloud qui va quitter le Conseil national après deux législatures, toutes ont montré le sérieux avec lequel elles considèrent leur fonction et le dialogue avec elles fut passionnant aussi bien pendant le repas (qui fut haïtien en l'occurrence, car il y avait un capteur solaire à financer) qu'après: la vie d'une parlementaire est dure, astreignante, «il faut avoir une santé à toute épreuve et une peau d'éléphant» dit l'une d'entre elles (se souvenant de coups de téléphones injurieux). Ce qui ne veut pas dire qu'elles manquent de sensibilité, bien au contraire.

C'est donc dans une atmosphère détendue et amicale que la campagne électorale a commencé (il y avait plusieurs candidates dans l'assistance).

Combien aurons-nous de conseillères nationales cet automne?

Vaud

ADF: d'Aigle à Haïti

(s**ch**) – C'est au Château d'Aigle que se déroula l'assemblée des déléguées de l'Association vaudoise pour les droits de la femme, sous la présidence

de Christiane Mathys. Points forts de l'assemblée statutaire: le rapport de la commission «crèches-garderies» et l'évocation de deux ans d'existence de Femmes sans frontières, mouvement lancé par l'ADF-Vaud. Les différentes sections correspondent avec des groupes de femmes du Pérou, du Burkina Faso et de Haïti, groupes qu'elles aident à acheter qui un âne, qui un métier à tisser, qui un capteur solaire.

Autre point fort (très fort) de la journée: l'exposé remarquable de Ruth Dreifuss sur les «Femmes de Haïti». La secrétaire centrale de l'Union syndicale suisse connaît à fond Haïti pour y avoir été plusieurs fois dans le cadre de la Coopération technique suisse, elle y a d'ailleurs été récemment, consultée par le nouveau chef du gouvernement, Aristide.

Descendantes d'esclaves, les Haïtiennes d'aujourd'hui sont souvent chefs de famille (70% de foyers dirigés par des femmes), sont gardiennes d'un lopin de terre (la terre est très morcelée et sur chaque parcelle vit une femme), sont des «Madame Sarah», c'est-à-dire des commerçantes qui se déplacent par milliers sur des kilomètres comme des fourmis pour vendre de tout (en toutes petites quantités) dans ce pays où la pauvreté est si grande qu'il ne se fait jamais le moindre stock.

Femmes

S U I S S E S

ABONNEZ-VOUS!

POUR LE RECEVOIR CHEZ VOUS 1 année

Fr. 55.-*

NOM: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

N° postal et lieu: _____

J'ai eu ce journal: par une connaissance au kiosque

*(AVS Fr. 48.-. Abonnement de soutien: Fr. 70.- ou plus étranger Fr. 60.-)

A renvoyer à FEMMES SUISSES, case postale 323, 1227 Carouge